

Performance économique de la dette extérieure en Afrique Subsaharienne : une analyse à partir de la nature du créancier public

Economic performance of external debt in Sub-Saharan Africa: an analysis based on the nature of the public creditor

Souaibou Djouldé

Enseignant Chercheur (Assistant de cours)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Garoua, Cameroun.

Mohammadou Nourou

Enseignant Chercheur (Professeur des universités)
Université de Garoua, Cameroun.

Votsoma Philemon

Enseignant Chercheur (Chargé de cours)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Garoua, Cameroun.

Godom Moise

Enseignant Chercheur (Assistant de cours)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Garoua, Cameroun.

Date de soumission : 28/05/2026

Date d'acceptation : 06/07/2026

Pour citer cet article :

Souaibou. D. & al. (2026) « Performance économique de la dette extérieure en Afrique Subsaharienne : une analyse à partir de la nature du créancier public », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 7 » pp : 723- 746.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons
Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de ce papier est de déterminer le rôle des créances publiques et ses composantes sur la nature de la relation entre la dette extérieure et la performance économique en Afrique Subsaharienne. Pour ce faire, nous avons opté pour un modèle de croissance avec interaction en utilisant la méthode GMM en système pour un échantillon de 39 pays sur période 2000-2020. Les résultats révèlent que la dette extérieure agit positivement sur la performance économique mais au-delà de 66% du PIB, cet effet devient néfaste. Ainsi, les créances publiques améliorent l'effet positif de la dette extérieure sur la performance économique. De façon détaillée, les créances multilatérales boostent l'effet positif de la dette extérieure sur la performance économique tandis que les prêts du G7 et non concessionnels en réduisent significativement. Les Etats d'Afrique subsaharienne doivent maintenir leur crédibilité auprès des créanciers multilatéraux afin d'améliorer leur performance économique.

Mots clés : Créances publiques ; Performance économique ; Dette extérieure ; nature du créancier ; Afrique Subsaharienne.

Abstract

The objective of this paper is to determine the role of public debt and its components in shaping the relationship between external debt and economic performance in Sub-Saharan Africa. To this end, we employ a growth model with interaction using the GMM system method for a sample of 39 countries over the period 2000–2020. The results reveal that external debt has a positive effect on economic performance, but beyond 66% of GDP, this effect becomes detrimental. Thus, public debt enhances the positive effect of external debt on economic performance. Specifically, multilateral debt boosts the positive effect of external debt on economic performance, while G7 and non-concessional loans significantly reduce it. Sub-Saharan African countries must maintain their credibility with multilateral creditors in order to improve their economic performance.

Keywords: Public debt, Economic performance, External debt, Sub-Saharan Africa.

Introduction

La question de financement de l'économie est une problématique qui se pose avec acuité visuelle dans les pays en développement (PED) en général et en Afrique Subsaharienne (ASS) en particulier. L'accès aux fonds prêtables devient un challenge interpellant à la fois les Etats et les entreprises à prendre conscience de leurs effets macroéconomiques. Aujourd'hui, l'ASS demeure l'une des régions qui peine à trouver le financement tandis qu'elle est la partie du monde dont les besoins sont de plus en plus grandissants. Les ressources internes à elles seules ne parviennent pas à couvrir les besoins de financement des PED. Cette contrainte de crédit est le principal obstacle au développement devant les problèmes tels que la qualité institutionnelle, le changement climatique et la corruption (Lefilleur, 2008).

A côté de ces insuffisances financières, certaines sous-régions comme l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) sont dotées d'une surliquidité bancaire alors que les pays africains sont en difficulté d'accès aux fonds prêtables. Ce paradoxe s'explique par le fait que les banques ont de l'aversion pour le financement des activités économiques à rentabilité incertaine, c'est pourquoi elles préfèrent constituer des encaisses oisives et profiter d'une situation de rente (Doumbia, 2011).

C'est dans cette mouvance que la problématique de la dette extérieure demeure une question brûlante dans les pays d'ASS et fait l'objet d'une attention particulière avec des conclusions diverses et parfois contradictoires. En effet, si certains pensent que la dette n'entraîne pas la baisse de taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB), elle serait la conséquence d'une faible croissance (Bulow & Rogoff, 1990). D'autres notamment les disciples du courant classique estiment que la dette est un frein à la croissance et ne doit pas être encouragée puisqu'elle favorise l'irresponsabilité des pays récipiendaires. La dette est donc liée à un déséquilibre et n'incite pas les pays à sortir du sous-développement en raison de sa perversité sur les variables macroéconomiques. Globalement, le souci de la dette semble être admis par les économistes comme un frein à la croissance du fait que le niveau d'investissement ne suit pas l'augmentation de l'encours de la dette (Reinhart & Rogoff, 2010).

En effet à partir de 2010, la tendance du ratio de la dette extérieure est linéairement croissante : 21,94% en 2010 ; 23,12% en 2012 ; 24,08% en 2014 ; 31,12% en 2016 et 32,84% en 2017 mais le niveau d'investissement affiche une évolution en dent de scie : 20,94% en 2010 ; 21,63% en 2012 ; 22,75% en 2014 et 20,52% du PIB en 2017 (WDI, 2018). Nous remarquons que le niveau d'investissement stagne malgré l'augmentation progressive du ratio d'endettement entre 2010-2017. A cet effet, si l'évolution de l'investissement et par ricochet celle de la performance

économique ne suit pas celle de la dette, nous sommes tentés de croire qu'il y a des raisons autre que l'investissement pour lesquelles les pays africains contractent l'emprunt.

Selon Mulliez et al. (2023), l'émergence des créanciers officiels (la Chine, l'Inde, etc.) conduit à redéfinir la problématique de l'endettement des pays africains. Cette réorientation vers ces nouveaux créanciers entraîne une hausse de leur poids dans la dette publique externe, qui est passé de 12 % en 2012 à 19 % en 2019. Une hausse du service de la dette conduit aujourd'hui les pays de l'Afrique subsaharienne à l'exposition aux chocs exogènes, tels que la pandémie du Covid-19 et les effets du conflit russo-ukrainien.

Le constat qui se dégage est que l'évolution de la dette extérieure n'a pas garanti l'amélioration de la performance économique sur la période 2010-2017. En plus, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle les Etats africains investissent dans des projets moins productifs. En effet sur la période 2012-2014, l'ASS a enregistré une baisse de la performance économique passant de 1,24% à -0,16% tandis que le niveau d'investissement est passé de 20,94% à 22,75%. Ce problème de l'endettement nous amène à penser à la nature des créanciers dont les conditions d'octroi de crédit sont variables. C'est dans ce sillage que notre papier étudiera le cas des créanciers publics qui octroient aujourd'hui des prêts à des conditions plus politiques qu'économiques.

La dette extérieure n'est pas intrinsèquement néfaste. En effet, si elle est bien utilisée et encadrée, elle peut soutenir la performance économique, surtout en Afrique subsaharienne où elle est inévitable. Toutefois, ses effets restent débattus : certains pointent le poids du service de la dette, d'autres son accumulation ou les deux. Une gestion rigoureuse et des conditions d'emprunt adaptées sont donc essentielles (Blanchard, 2019 ; Pollin, 2011 ; Sachs, 1989).

La relation entre dette et croissance est non linéaire et dépend de seuils variables selon les contextes (environ 60–70 % du PIB selon les normes, parfois plus dans certaines études). Au-delà de ces seuils, la dette devient un frein, d'où la nécessité de la maintenir à un niveau soutenable et de la restructurer si besoin (Reinhart & Rogoff, 2010 ; Patillo & al., 2002). Enfin, des facteurs comme les conditions imposées par les créanciers, le choix des devises et le rôle des types de prêteurs influencent fortement les effets de la dette, bien que ces aspects soient encore peu étudiés (Cohen, 1995).

1- Revue de la littérature

Les analyses des modèles non linéaires révèlent que la dette extérieure motive la performance économique mais au-delà du seuil optimal, il constitue un frein (Sachs, 1989). Toutefois, l'idée du seuil ne peut être admise sauf si elle jaillit d'esprit d'économiste borgne (Nersisyan & Wray,

2011). En effet, les études empiriques ne se limitent pas essentiellement sur les modèles non linéaires, certains travaux font également recours aux modèles linéaires qui révèlent des résultats souvent contradictoires à ces derniers (Afonso & Jalles, 2013 et Kumar & Woo, 2010). Depuis le XVIII^{ième} siècle, la problématique de la dette a été vive aux yeux des économistes. En effet, pour les tenants du courant classique (Smith, 1759 et Say, 1799), la dette extérieure ne favorise pas la performance économique et ne doit pas être encouragée. Le plus souvent le fonds emprunté est affecté au secteur improductif « éléphant blanc » produisant ainsi un rendement négligeable. La disponibilité des fonds prêtables expose le gouvernement à des dépenses publiques destructrices de richesse et de valeur encourageant ainsi l'irresponsabilité des débiteurs. Un effet boule de neige finit par se créer ; l'Etat devient contraint de s'endetter à nouveau pour rembourser les dettes à échéance, d'où la cavalerie budgétaire (Barro, 1974 ; Ricardo, 1817).

Les néoclassiques comme les classiques estiment qu'une dette excessive freine l'économie notamment lorsque les budgets publics servent davantage à la rembourser qu'à investir. Contrairement à l'équivalence ricardienne, les keynésiens considèrent que la dette n'est pas un fardeau et peut stimuler la croissance grâce à l'investissement et à l'effet multiplicateur. Cependant, l'échec des politiques de relance dans les années 1970 a favorisé un retour aux politiques libérales, incarnées par le consensus de Washington, prônant la primauté du marché et une faible intervention de l'État. Après deux décennies, ces politiques ont montré des résultats négatifs en matière de bien-être social, menant à l'adoption des Programmes d'Ajustement Structurel (Trainar, 2019).

Les monétaristes¹ estiment que le financement des déficits par l'emprunt évince le secteur privé en faisant monter les taux d'intérêt et en captant l'épargne. Ils considèrent aussi que l'endettement crée une croissance artificielle et reflète une insuffisance des ressources internes. À l'inverse, la règle d'or des finances publiques soutient que l'emprunt est légitime s'il finance des investissements productifs, critiquant les règles strictes de déficit et de dette qui limitent l'investissement et le développement.

Les créances publiques, bien que souvent concessionnelles, peuvent freiner la croissance en créant des incitations perverses et un effet boule de neige de l'endettement. Leur impact varie

¹ Le chef de file de cette école est Milton Friedman, Prix Nobel d'économie en 1976. Il défend l'idée que l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire et que la principale cause de l'inflation est la masse monétaire en circulation. Il faut dire que cette idée a été partagée par l'économiste français Jacques Rueff lorsqu'il pense : « la monnaie est un carburant qui alimente toujours l'inflation ».

selon les types d'institutions prêteuses. La dette n'est pas forcément problématique si elle soutient la croissance, mais devient préoccupante lorsqu'elle est insoutenable ou rend la politique budgétaire inefficace, d'où l'idée de fixer des seuils. Toutefois, ces seuils varient selon les contextes et ne doivent pas être rigides (Avom & al. 2020 ; Egert, 2015).

Enfin, la dette influence l'économie via l'investissement, la productivité et d'autres canaux (capital humain, compte extérieur), avec des effets souvent négatifs lorsque son niveau devient trop élevé ou mal géré (Cochrane, 2020 ; Patillo & al. 2002).

2- Méthodologie

2.1- Modèle, sources des données et technique d'estimation économétrique

Nous choisissons le modèle de Patillo & al.(2002) pour atteindre l'objectif fixé dans ce papier. La formule générale du modèle choisi s'écrit de la manière suivante : $TCPIB_{it} = \alpha TCPIB_{it-1} + \beta \sum X_{it} + \varepsilon_t$

Concernant les régressions économétriques, nous nous sommes servis du logiciel stata17. Nos données proviennent de la banque mondiale, extraites des diverses sous-bases notamment International Debt Statistics (IDS), Africa Prospective Indicators (API) et World Development Indicators (WDI). Ainsi, nous proposons dans cette étude la Méthode des Moments Généralisés (GMM) en système développée par Blundell & Bond (1998).

A cet effet selon ces auteurs, plusieurs raisons peuvent étayer ce choix. En effet face aux soucis d'endogénéité des variables et des effets individuels non observés mais susceptibles d'être corrélés avec les variables explicatives, ils pensent que le GMM en tient compte. Ainsi, nous préférons le GMM en système au détriment des GMM en différence première parce que beaucoup des travaux comme ceux de Johansson (2010) et Roodman (2009) montrent qu'elle est mieux adaptée en présence d'un panel non cylindré et d'une dimension individuelle (39 pays) plus large que la dimension temporelle (2000-2020). Enfin, ils ont prouvé à travers les simulations de Monte Carlo que la méthode GMM en système est plus performante que celle en différence première car cette dernière fournit des résultats biaisés lorsque les instruments sont faibles.

2.2- Conceptualisation des variables

Performance économique (TCPIB): Etymologiquement, le mot performance provient du verbe anglais « to perform » qui signifie accomplir. Selon, Bourguignon (2000), la performance économique est un concept multidimensionnel et complexe qui concourt à la réalisation des objectifs organisationnels, quelle que soit la nature et la variété de ces objectifs. Pour les organismes comme la banque mondiale et le Comité d'Aide au Développement, ce concept est

assimilé à la croissance économique. C'est dans cet optique que nous captons ce concept par le taux de croissance annuel du PIB (TCPIB), un indicateur d'intensité de l'activité économique (Agyapong & *al.*, 2020). Ainsi, il se calcule comme suit :

$$\text{TCPIB} = \left[\frac{\text{PIB}_n - \text{PIB}_{n-1}}{\text{PIB}_{n-1}} \right] * 100.$$

Dette extérieure (DEXT) : L'OCDE (2009) la définit comme étant l'ensemble des engagements contractuels des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans intérêt ou de paiements d'intérêts avec ou sans remboursement du principal. Elle est mesurée par le montant de l'encours de la dette extérieure en pourcentage du PIB. Théoriquement, si l'on s'en tient à la pensée keynésienne, l'emprunt peut booster la performance économique, toutefois la dette est parfois contractée pour lisser les dépenses publiques dues aux chocs exogènes notamment les catastrophes naturelles et aussi le plus souvent pour rembourser les dettes à échéances (Barro, 1990). Dans ce cas, il est évident que cet emprunt ne favorise pas la performance économique. Ainsi, l'effet de la dette extérieure sur la performance économique est ambigu et le signe attendu peut être positif ou négatif.

Créance publique (CP) : C'est l'ensemble des contreparties de la dette extérieure libellé en devises étrangères puis engagé par les pays débiteurs envers les créanciers publics dans le but d'améliorer les ressources financières internes. C'est aussi un titre de paiement exigible à une échéance définie conjointement par le créateur concerné et le débiteur et caractérisée par la liquidité et la certitude (Galindo & Panizza, 2018). Elle est mesurée par le montant de l'encours de la dette extérieure vis-à-vis des créanciers publics en pourcentage du PIB. Son signe attendu est positif.

Capital humain (TXSC) : C'est une expression dont la paternité revient à Becker (1964) et Schultz (1961) désignant l'ensemble des aptitudes physiques ou intellectuelles de la main d'œuvre favorable à la production économique. Ainsi, cette expression n'est pas un ensemble statique des potentialités mais la résultante de stock des capacités humaines créées ou innées et d'investissement dans les êtres humains (dépenses d'éducation et de santé). C'est dans ce même ordre d'idée que Cappelletti & Baker (2010) le définissent comme étant l'activation stratégique des potentiels humains. Il est mesuré par le taux moyen d'inscription au secondaire et primaire en pourcentage brut. Selon les théoriciens de la croissance endogène, le capital humain est un déterminant crucial de la performance économique dans la mesure où le choix des créanciers et la gestion rationnelle des fonds empruntés nécessitent un niveau minimal des connaissances (Lucas, 1988 et Romer, 1986). Son signe attendu est positif.

Capital physique (FBCF) : C'est l'ensemble des acquisitions des éléments productifs et des infrastructures de base (routes, barrages, ponts, écoles, hôpitaux). Il est capté par la formation brute de capital fixe (FBCF). Etant donné que la dette permet de réaliser les investissements, qui à son tour favorisent la performance économique, le capital physique devient crucial dans les estimations de modèle de croissance. Il n'y a pas de contradiction autour de ce concept, les auteurs sont unanimes pour dire que l'accumulation du capital physique est source de croissance puisqu'elle améliore la qualité des infrastructures, stimule la demande et l'offre et favorise la compétitivité et le désenclavement des régions pauvres et leur permet d'accéder à d'importantes opportunités (Gannon & Liu, 1997). Son signe attendu est positif.

Croissance de la population (POP) : C'est un indicateur démographique dont son utilisation est conjointe avec le capital physique permettant ainsi de comprendre la place de la population dans un modèle de croissance. Elle est mesurée par le taux de croissance démographique, encore appelé taille de la population. Cette variable réduit la production par tête (rendement d'échelle décroissant) et tend à appauvrir un pays dans la mesure où il est difficile de préserver un volume important de capital par travailleur en présence d'une croissance rapide de travailleurs (Barro, 2000 et Mankiw, 2003). Cependant, une population abondante est un vecteur de performance économique dans la mesure où un enfant né viable et vivant est une source de richesse permettant d'améliorer la qualité de la main d'œuvre et de favoriser la performance économique (Leila, 2014). Dès lors, l'effet de la croissance de la population sur la performance économique est ambigu.

Ouverture commerciale (OUV) : C'est la baisse progressive des droits de douane et l'élimination des restrictions relatives à la libre circulation des biens et services entre les pays. C'est un déterminant crucial à l'explication de la performance économique dans le contexte où les fonds empruntés permettent de développer les industries afin d'affronter les marchés internationaux (Collier & Gunning, 1997). Au sens large, elle permet de bénéficier des transferts de technologie, d'externalités positives, des excédents extérieurs et augmente la productivité du pays. Par ailleurs, pour les tenants du courant pessimiste (Stiglitz, 2004), admettre l'ouverture commerciale comme un facteur du succès des économies en développement est une utopie en ce sens que la plupart de ces pays ont la structure mal adaptée et incapables de faire face aux industries des pays développés. Elle est mesurée par la somme des exportations et importations rapportée au PIB. Ainsi, nous pensons que son signe attendu est ambigu.

Investissements Directs Etrangers (IDE) : Selon l'OCDE, les IDE sont des mouvements des capitaux par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie autre que celle de l'investisseur. Ils se manifestent par un transfert des fonds, des technologies et de capital humain. C'est ainsi que Romer (1993) pense que les IDE sont des investissements qui favorisent la performance économique du pays d'accueil via l'amélioration des productivités des facteurs et la compétitivité des entreprises locales. Par ailleurs, tant que la population du pays d'accueil n'a pas un niveau minimal d'éducation, les investissements directs internationaux ne peuvent pas améliorer la performance économique (Borensztein & al., 1998). Elle est mesurée par le montant des flux d'IDE entrants en pourcentage du PIB. Son signe attendu est positif.

Exportations des biens et services (EXP) : C'est la vente de la production de biens et services à l'étranger avec pour finalité de stimuler l'économie en valorisant le travail d'un pays auprès d'un autre et en assurant la pérennité de ses entreprises (Dahmani, 2021). Le schéma prévoit que la dette extérieure va permettre d'accroître la production et par ricochet les exportations des biens et services des pays en besoin de financement. Ainsi grâce à ces exportations, les entreprises manufacturières peuvent réaliser des économies d'échelle, générer des revenus permettant d'innover les produits afin d'accroître le PIB. Cette variable est captée par la valeur des exportations des biens et services en pourcentage du PIB. Son signe attendu est positif.

3- Résultats et discussions

3.1- Résultats des tests préliminaires

L'analyse des statistiques descriptives des variables dans le tableau ci-après laisse constater un nombre d'observations (722) inférieur à la normale ($39 \times 21 = 819$). Cette inégalité est due aux données manquantes sur certaines périodes. A cet effet, l'examen de la moyenne des variables montre une importante amplitude {2,479669 ; 71,70495}.

Tableau 1 : Statistiques descriptives des variables

Variables	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
TCPIB	722	4,199935	4,349310	-20,59877	33,62937
CP	722	71,70495	194,0811	0,087057	1595,385
CMUL	722	44,13598	116,3406	0,020589	888,1434
CBIL	722	27,90853	77,46919	0,003853	716,0225
PCON	722	19,33214	21,53352	0,003526	140,2463
PG7	722	18,44851	57,64313	$8,05 \cdot 10^{-8}$	526,0101
PNC	722	52,71237	182,6132	49,57632	1584,754
POP	722	2,479669	0,846312	-2,628656	7,917892

TXSC	722	70,41170	16,72173	17,71864	102,7769
OUV	722	63,99432	32,74574	3,628025	170,4072
FBCF	722	20,74123	8,089256	1,096810	74,60823
EXP	722	24,03239	20,12708	0,027508	95,35862
IDE	722	3,896559	5,608826	-6,057209	57,83755

Source : Auteur, à partir de stata17.

Le tableau 2 ci-dessous décrit la corrélation qui existe entre les différentes variables. Dans ce tableau, nous observons à la fois des fortes corrélations et des faibles corrélations entre les variables.

Tableau 2 : Matrice de corrélation entre les variables

	Tcpib	Cp	Cmul	Cbil	Pcon	Pg7	PNC	Pop	Txsc	Ouv	Fbcf	EXP	IDE
Tcpib	1												
Cp	-0.064	1											
Cmul	-0.084	0,936	1										
Cbil	-0.081	0,919	0,921	1									
Pcon	-0.065	0,397	0,442	0,312	1								
Pg7	-0.071	0,912	0,872	0,869	0,415	1							
PNC	-0.080	0,939	0,975	0,974	0,296	0,875	1						
Pop	0.112	0,061	0,065	0,052	0,136	0,023	0,048	1					
Txsc	-0.005	-0,009	-0,021	0,002	-0,264	0,019	0,018	-0,297	1				
Ouv	-0.031	-0,101	-0,116	-0,089	-0,244	-0,054	-0,082	-0,382	0,288	1			
Fbcf	0.108	-0,067	-0,078	-0,052	-0,255	-0,056	-0,044	-0,057	0,153	0,283	1		
EXP	-0.083	0,002	0,001	0,008	-0,180	0,013	0,025	-0,369	0,376	0,367	0,125	1	
IDE	-0.006	-0,015	-0,020	-0,015	-0,044	-0,027	-0,014	-0,087	0,075	0,001	-0,0137	0,0061	1

Source : Auteur, à partir de stata17

L'objectif du tableau ci-dessous est de présenter les résultats de l'effet de la dette extérieure sur la performance économique en Afrique Subsaharienne selon les modèles linéaire et non linéaire.

3.2- Résultats et discussions des estimations économétriques

Tableau 3 : Résultats des estimations des modèles linéaire et non linéaire

<i>Variables</i>	<i>Modèle linéaire</i>	<i>Modèle non linéaire</i>
<i>TCPIB_{t-1}</i>	0.2602404*** (4.37)	0.2536822*** (4.41)
<i>Dext</i>	0.031682*** (3.04)	-0.144012*** (-3.99)
<i>(Dext)²</i>		0.1091* (1.77)
<i>FBCF</i>	-0.105898*** (-2.61)	-0.0937281** (-2.77)
<i>POP</i>	0.5553415 (1.22)	0.3637379 (1.05)
<i>OUV</i>	0.0320398 (1.53)	0.0356122 (1.63)
<i>TXSC</i>	-0.0758133** (-2.05)	-0.0619086* (-1.66)
<i>EXPORT</i>	0.0051016 (0.25)	0.0057622 (0.27)
<i>IDE</i>	0.0074278 (0.29)	0.0150921 (0.64)
<i>Constante</i>	8.432645** (2.44)	7.803616** (2.39)
<i>Nombre d'observations</i>	692	692
<i>Nombre de pays</i>	39	39
<i>Wald chi2(8; 9)</i>	36.87 (0.0000)	56.38 (0.0000)
<i>Sargan test chi2 (208)</i>	335.8562 (0.0000)	332.8322 (0.0000)
<i>Arrelano-Bond test for AR (1)</i>	-3.6482 (0.0003)	-3.6572 (0.0003)
<i>z-stat (Prob > z)</i>	-1.232 (0.2180)	-1.2867 (0.1982)
<i>Arrelano-Bond test for AR (2)</i>		
<i>z-stat (Prob > z)</i>		

Source : Auteur, à partir de Stata17. Les valeurs entre parenthèses et les astérisques (*, **, ***) traduisent respectivement les t-student associés à chaque variable et la significativité aux seuils respectifs de 10%, 5%, 1%.

Tableau 4 : Résultats des estimations des créances publiques et de leurs composantes.

<i>Variables</i>	<i>Modèle 1</i>	<i>Modèle 2</i>	<i>Modèle 3</i>
<i>TCPIB_{t-1}</i>	0.2571*** (4.00)	0.21246*** (2.87)	0.228*** (3.77)
<i>Dext</i>	0.047*** (4.33)	0.02771*** (2.16)	0.030*** (3.43)
<i>CP</i>	0.026392 (1.36)		
<i>Dext*CP</i>	0.00028** (2.53)		
<i>CMUL</i>		0.035879 (0.08)	
<i>Dext*CMUL</i>		1.67e-06** (2.64)	
<i>CBIL</i>			0.012*** (0.24)
<i>Dext*CBIL</i>			0.000191 (2.17)
<i>FBCF</i>	-0.045432 (-0.95)	-0.0342695 (-0.10)	-0.0629** (-1.47)
<i>POP</i>	0.29668** (0.84)	0.51742 (0.92)	0.007478 (1.41)
<i>TXSC</i>	-0.05285* (-1.05)	-0.0088402 (-0.63)	-0.082*** (-0.11)
<i>OUV</i>	0.034192 (-1.89)	0.0066943 (0.20)	0.02619* (1.64)
<i>EXP</i>	0.0052042 (0.2)	0.0299688 (0.78)	0.017652 (1.45)
<i>IDE</i>	0.0189979 (0.54)	0.029355 (2.52)	0.012405 (1.27)
<i>Constante</i>	8.18898** (2.42)	7.16025*** (0.24)	9.527*** (2.88)
<i>Nbre d'obs.</i>	652	768	745
<i>Nbre de pays</i>	39	39	39
<i>Wald chi2(10)</i> <i>(Prob > chi2)</i>	55.46 (0.0000)	42.24 (0.0000)	95.84 (0.0000)
<i>Sargan test chi2 (208)</i> <i>(Prob > chi2)</i>	313.1243 (0.0000)	322.3229 (0.0000)	347.55 (0.0000)
<i>Arrelano-Bond test for</i> <i>AR (1) z-stat (Prob ></i> <i>z)</i>	-3.5171 (0.0004)	-3.9035 (0.0001)	-4.0501 (0.0001)
<i>Arrelano-Bond test for</i> <i>AR (2) z-stat (Prob ></i> <i>z)</i>	-1.1146 (0.2650)	-1.3719 (0.1701)	-1.0672 (0.2859)

Source : Auteur, à partir de Stata17. Les valeurs entre parenthèses traduisent les t-student et les astérisques (*, **, ***) indiquent la significativité des variables aux seuils respectifs de 10%, 5% et 1%. Les résultats du modèle linéaire (tableau 3) confirment la prédiction de la théorie keynésienne de la dette selon laquelle la dette extérieure est un moyen de relance économique si elle est

utilisée à bon escient (Mattret, 2019) contrairement à la théorie classique qui défend l'idée que la dette est un fardeau capable de compromettre l'accumulation de capital et la consommation des agents économiques (Akos & Istvan, 2019 et O'Brien, 2004). Ce résultat corrobore aussi la théorie de la règle d'or des finances publiques qui véhicule la vision selon laquelle la dette est un déterminant qui améliore la performance économique tant que les fonds empruntés sont investis dans les secteurs productifs.

La dette extérieure a un effet positif et significatif sur la performance économique en Afrique subsaharienne : une hausse de 1 % accroît le PIB d'environ 0,0317 %. Ce constat contraste avec certaines études montrant des effets négatifs, ce qui s'explique par deux facteurs principaux : la mauvaise gestion ou le détournement des fonds et leur faible orientation vers des secteurs productifs. Toutefois, une dette bien gérée et modérée peut stimuler la croissance (Ajayi & Oke, 2012 ; FMI, 2001). Ce résultat rejoint les conclusions de la théorie keynésienne selon laquelle la dette est un moyen de relance économique.

Par ailleurs, certains facteurs externes échappant aux débiteurs comme les fluctuations des taux de change et d'intérêt, les sanctions commerciales ou les contraintes juridiques internationales contribuent aussi aux crises de l'endettement. Ainsi, celles-ci ne résultent pas uniquement de mauvaises politiques internes mais également de circonstances extérieures.

Le modèle 2 du tableau 3 ci-dessus examine l'effet non linéaire de la dette extérieure sur la performance économique en Afrique Subsaharienne. Ainsi, la lecture des résultats nous fait constater qu'il existe une non linéarité entre la dette extérieure et la performance économique. Autrement dit, l'expression quadratique de la dette extérieure a un effet positif et significatif sur la performance économique. Ce résultat est la prédiction de la théorie de surendettement et corrobore les conclusions des travaux de Checherita & Rother (2010).

Contrairement à la théorie de la règle d'or des finances publiques et la théorie keynésienne de l'endettement qui prônent pour une dette illimitée sous prétexte qu'elle est un moyen de relance économique, la prise en compte de la non linéarité dans l'estimation montre qu'au-delà de 66% du PIB, la dette extérieure devient un obstacle à la performance économique.

Calcul du seuil : $\text{Seuil d'endettement} = - [\text{coefficient Dext} / (2 * \text{Coefficient Dext}^2)] * 100$.

A.N : $\text{Seuil d'endettement} = - [0.144012 / (2 * 0.1091)] * 100 = 66\%$

Seuil d'endettement = 66% du PIB.

Le tableau 4 ci-dessus détermine le rôle des créances publiques et ses composantes dans la nature de la relation entre la dette extérieure et la performance économique en Afrique

Subsaharienne. Ces résultats portant sur le rôle des composantes des créances publiques nous permettront d'orienter de manière plus précise les autorités compétentes d'ASS dans le choix de leurs créanciers publics.

Rôle des créances publiques dans la relation entre la dette et la performance économique.

La lecture des résultats du modèle 1 montre que la variable d'interaction entre créances publiques et dette extérieure améliore l'effet positif de la dette extérieure sur la performance économique en Afrique Subsaharienne. A cet effet, l'augmentation d'un point de la variable d'interaction entre la dette extérieure et les créances publiques entraîne une augmentation de l'effet positif de la dette sur la performance économique de l'ordre de 0.000286 point, toutes choses égales par ailleurs. Ce résultat corrobore la théorie keynésienne qui défend l'idée selon laquelle la dette et donc les créances publiques sont un moyen de lutte contre le chômage et ne constituent pas une charge pour les générations du fait de l'investissement qu'elles génèrent qui, à son tour entraîne une amélioration de la quantité de production (Greiner, 2011 et Otaki, 2015).

Rôle des créances multilatérales dans la relation entre la dette et la performance économique.

Le modèle 2 révèle un effet positif de la variable d'interaction entre la dette extérieure et les créances multilatérales sur la performance économique. Ainsi, une augmentation d'un point de la variable d'interaction entre la dette extérieure et les créances multilatérales entraîne une hausse de l'effet positif de la dette sur la performance économique de l'ordre de 1.67e-06 point. Ce résultat corrobore d'une part l'analyse théorique de Keynes et d'autres part certains travaux empiriques (Lerner, 1948 et Mattret, 2019).

Rôle des créances bilatérales dans la relation entre la dette et la performance économique.

Le modèle 3 montre un effet positif mais non significatif de la variable d'interaction entre la dette extérieure et les créances bilatérales sur la performance économique en ASS. Selon Barro (1990), cet effet est dû au fait que les gouvernements africains ne cadrent pas aux mieux leurs dépenses dans les secteurs productifs. Enfin, le besoin croissant des ressources financières et les politiques inadéquates de gestion de la dette réduisent la disponibilité des capitaux mettant ainsi en péril la performance économique.

Tableau 5 : Résultats des estimations des autres composantes des créances publiques

<i>Variables</i>	<i>Modèle 4</i>	<i>Modèle 5</i>	<i>Modèle 6</i>
<i>TCPIB_{t-1}</i>	0.146139*** (4.10)	0.2334*** (2.02)	0.1180** (3.41)
<i>Dext</i>	0.0178948** (3.36)	0.0301*** (0.85)	0.0101401 (2.86)
<i>PG7</i>	-0.0006708 (-1.58)		
<i>Dext*PG7</i>	-0.00023*** (-2.39)		
<i>PNC</i>		0.0010416 (2.47)	
<i>Dext*PNC</i>		-0.002433 (-0.89)	
<i>PCON</i>			0.00159** (2.98)
<i>Dext*PCON</i>			0.0025806 (0.76)
<i>FBCF</i>	0.0184247 (1.52)	-0.035629 (-0.10)	-0.0051538 (-1.86)
<i>POP</i>	-0.044716 (-1.18)	0.6187839 (0.21)	0.0985104 (0.02)
<i>TXSC</i>	0.0096908 (0.22)	-0.044774 (-0.56)	0.0258243 (1.65)
<i>OUV</i>	0.013616 (0.29)	0.0023952 (0.76)	-0.0091136 (-3.33)
<i>EXP</i>	-0.0143699 (-1.34)	0.0329853 (0.12)	-0.002037 (-1.12)
<i>IDE</i>	0.1360647** (0.77)	0.0333333 (1.68)	0.072509* (0.48)
<i>Constante</i>	0.9906198 (3.36)	6.0608*** (0.24)	-0.8254247 (-4.08)
<i>Nbre d'obs.</i>	748	744	715
<i>Nbre de pays</i>	39	39	39
<i>Wald chi2(10)</i> <i>(Prob > chi2)</i>	54.92 (0.0000)	53.79 (0.0006)	43.78 (0.0000)
<i>Sargan test chi2</i> <i>(208)</i> <i>(Prob > chi2)</i>	322.0417 (0.0000)	357.7458 (0.0000)	281.6783 (0.0005)
<i>Arrelano-Bond</i> <i>test for AR (1) z-</i> <i>stat (Prob > z)</i>	-4.0582 (0.0000)	-3.8954 (0.0001)	-3.8612 (0.0001)
<i>Arrelano-Bond</i> <i>test for AR (2) z-</i> <i>stat (Prob > z)</i>	0.88854 (0.3742)	-1.3092 (0.1905)	1.1475 (0.2512)

Source : Auteur, à partir de Stata17. Les valeurs entre parenthèses sont les t-student et es astérisques (*,** et ***) traduisent les significativités des variables aux seuils respectifs de 10%, 5% et 1%.

Ici, nous allons nous intéresser au rôle des prêts de G7, prêts non concessionnels et prêts concessionnels dans la nature de la relation entre la dette extérieure et la performance économique.

Rôle des prêts de G7 et des prêts non concessionnels dans la relation entre la dette extérieure et la performance économique

La variable d'interaction entre prêts de G7 et dette extérieure a un effet négatif et significatif sur la performance économique en Afrique Subsaharienne. Si le coefficient de cette variable d'interaction augmente d'un point, la performance économique diminue de 0.000230 point, toutes choses égales par ailleurs. Au regard de ce résultat, nous pouvons conclure que les prêts de G7 réduisent l'effet positif de la dette extérieure sur la performance économique. Ce résultat confirme les travaux de Jacket & al. (2001) qui pensent que le G7 est un forum qui occasionne un dîner mondain entre les dirigeants. C'est un groupe où se prennent les grosses décisions économiques et politiques inefficaces sur le modèle de développement des pays pauvres.

Les effets des prêts non concessionnels sont identiques à ceux de l'interaction entre les prêts de G7 et la dette extérieure. Ils s'expliquent par le fait que les fonds empruntés ne sont pas investis dans des projets rentables. Grosso modo, ils ne corroborent pas la théorie financière d'actifs financiers qui stipule que tout actif risqué est rentable. En effet, les prêts non concessionnels sont plus risqués parce que leur taux d'intérêt est plus élevé par rapport à celui des prêts préférentiels et doivent logiquement contribuer à la performance économique.

Rôle des prêts concessionnels dans la relation entre la dette et la performance économique

L'interaction entre les prêts concessionnels et la dette extérieure est similaire à celle entre les créances bilatérales et la dette extérieure en Afrique Subsaharienne. Malgré sa concessionnalité, cette interaction ne booste pas significativement la performance économique. Ce résultat est la prédiction de la théorie classique et le théorème de l'équivalence ricardienne qui révèlent respectivement que la dette un frein à la croissance économique ou elle est neutre et n'a aucun effet sur les variables macroéconomiques.

Capital physique et performance économique

Les tableaux ci-dessus indiquent que le capital physique a un effet négatif et significatif dans la plupart des modèles. Ce résultat ne confirme pas la prédiction de la théorie néoclassique de la croissance (Romer, 1993). Ce résultat s'explique par l'absence des politiques d'investissement susceptibles de stimuler la production et d'offrir un cadre propice pour bâtir les infrastructures solides. En d'autres termes, les investissements physiques dans la plupart des pays africains ne motivent pas véritablement la production mais sont plus des réponses à des situations d'urgence

(Temouk, 1999). Ensuite, la mauvaise gouvernance dans les pays africains en général et en Afrique Subsaharienne en particulier qui se manifeste par les détournements des fonds publics conduit à la sous-consommation du budget consacré à l'investissement. L'octroi des marchés publics sur la base des rétro-commissions et souvent sans appels d'offre sont tant des fléaux qui remettent en cause l'effet attendu du capital physique sur la croissance économique.

Face à ces facteurs considérablement nocifs, les projets ne sont souvent jamais réalisés ou même s'ils sont livrés, ils sont de mauvaises qualités et se dégradent rapidement comme les cas des routes, ponts, édifices publics, etc. En plus, il faut aussi ajouter que les investissements réalisés sont de faible envergure par rapport à leur ampleur initial. De manière plus explicite, les fonds consacrés à l'investissement physique sont dans la plupart des cas orientés vers d'autres fins et ne servent pas à soutenir l'économie.

Taux de scolarisation et performance économique

Contrairement à la vision de la théorie de la croissance endogène et aux conclusions des travaux de Schultz (1961) et de Becker (1964), le capital humain a un effet significativement négatif. Ce résultat est conforme aux conclusions des travaux de Dessus (2000), Appiah et McMahon (2002). Ces résultats s'expliquent par des rendements décroissants de l'éducation et l'absence des aspects qualitatifs du stock de capital humain. En effet, la qualité de formation peut être si basse que les années d'études détériorent le niveau de capital humain. Ensuite, l'environnement politico-institutionnel de certains pays est une raison fondamentale pouvant affaiblir la performance économique.

Ensuite, en cas de déséquilibre entre l'offre de main d'œuvre éduquée en perpétuelle hausse et la demande stable, les autorités compétentes peuvent réformer le système éducatif de manière à baisser les rendements de l'éducation. Cette situation conduit également à affaiblir l'effet escompté du capital humain sur la croissance économique dans les pays pauvres.

Enfin, l'effet négatif du capital humain sur la croissance se justifie par des dépenses publiques en éducation et en santé qui sont faibles en Afrique Subsaharienne pourtant elles permettent d'acquérir des connaissances, d'avoir des emplois et d'améliorer la croissance économique. Ce résultat se justifie également par la forte présence des ressources humaines dans le secteur productif conduisant au problème d'efficacité du capital humain.

Croissance de la population et performance économique

Les différents tableaux ci-dessus indiquent que le taux de croissance de la population a un effet positif et significatif pour le modèle 1 excepté la quatrième spécification qui présente un effet contradictoire. Cela confirme la théorie qui prône les effets mitigés de la croissance de la

population sur la performance économique. Beaucoup des travaux empiriques portant sur les effets de la démographie sont ambivalents. C'est dans ce sillage que les conclusions de certains travaux (Leila, 2014 et Oshikoya & Ojo, 1995) montrent un effet positif alors que Hesse (2008) et Solow (1956) pensent que la population influence négativement la performance économique. Toutefois, un boom démographique incontrôlé appauvrit un pays dans la mesure où il est difficile de préserver un volume important de capital par travailleur.

Investissements directs étrangers et performance économique

Les investissements directs étrangers (IDE) ont des effets positifs et significatifs sur la performance économique en Afrique Subsaharienne. Ainsi, les flux nets d'IDE reçus favorisent la croissance économique des pays africains grâce à la diversification due aux effets domino. Ce résultat est le reflet des théories de la croissance économique et véhicule l'information selon laquelle le niveau d'éducation des africains est acceptable étant donné que pour bénéficier des avantages des IDE, il faudra atteindre un niveau minimal d'éducation (Borenztein & *al.*, 1998).

3.3- Résultats et discussions de test de robustesse selon la Méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC) ordinaires.

Le test de robustesse est effectué dans le cadre de ce papier pour confirmer les résultats de base afin de les rendre plus solides. Pour ce faire, nous allons refaire les régressions à l'aide d'estimateur des variables instrumentales (Méthode des Doubles Moindres Carrés ordinaires). Les résultats de test de robustesse selon la méthode des Doubles Moindres Carrés ordinaires se présentent dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6: Résultats des estimations de test de robustesse selon la méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC) ordinaires

<i>Variable Dépendante : efficacité de la dette extérieure</i>					
<i>Variables</i>	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5
PIB_{t-1}	0.26024*** (4.41)	0.2536*** (3.92)	0.2571*** (3.22)	0.21246*** (3.54)	0.2287*** (2.62)
$Dext$	0.351*** (3.19)	0.460** (2.17)	0.047*** (3.37)	0.02771*** (2.75)	0.03013*** (2.82)
$Dext^2$		0.002875* (0.65)			
CNP			0.026392 (1.42)		
$CNP.Dext$			0.000286* (0.52)		
$CMUL$				0.035879 (1.22)	
$CMUL.Dext$				1.67e-06** (1.12)	

<i>CBIL</i>					0.0129*** (2.39)
<i>CBIL.Dext</i>					0.0001912 (2.21)
<i>FBCF</i>	-0.17543** (-1.12)	-0.073828* (-0.94)	-0.045432 (-0.44)	-0.0342695 (-0.65)	-0.0629* (-0.64)
<i>POP</i>	0.4213423 (0.11)	0.2611371 (0.31)	0.296685* (0.25)	0.51742 (0.46)	0.007478 (0.51)
<i>OUV</i>	0.328376 (0.37)	0.0566212 (0.42)	0.034192 (0.55)	0.0066943 (0.23)	0.02619* (0.79)
<i>TXSC</i>	-0.581330* (-0.76)	-0.070964* (-0.63)	-0.05285* (-0.77)	-0.0088402 (-0.72)	-0.0824*** (-0.45)
<i>EXP</i>	0.7351016 (0.42)	0.0487600 (0.56)	0.0052042 (0.37)	0.0299688 (0.32)	0.017652 (0.32)
<i>IDE</i>	0.1274287 (0.26)	0.1105192 (0.92)	0.0189979 (0.62)	0.029355 (0.72)	0.0124058 (0.82)
<i>Constante</i>	4,363** (2.31)	2,311** (3.43)	3,210* (2.82)	1,973* (1.88)	2,213** (2.55)
<i>Observations</i>	692	692	652	768	745
<i>R²</i>	0,586	0,582	0,678	0,7033	0,6947
<i>KP-LM (P-value)</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
<i>Hansen (P-value)</i>	0,369	0,247	0,122	0,465	0,563
<i>F-stat</i>	75,37	84,80	74,12	86,31	123,45

Source : Auteur, à partir de Stata17, les astérisques *, **, *** signifient que les variables sont respectivement significatives aux seuils de 10%, 5% et 1%.

Interprétations et discussions des résultats de test de robustesse selon la méthode DMC.

Le tableau 6 ci-dessus présente les résultats de test de robustesse effectué à l'aide de la méthode de Doubles Moindres Carrés ordinaires. Ces résultats sont identiques aux résultats de base malgré quelques différences observées au niveau des significativités des variables.

De manière plus explicite, l'approche de l'estimateur des variables instrumentales a permis de valider les résultats de base, étant donné que la variable retardée est significative dans toutes les spécifications. En plus, cette méthode admet aussi l'effet positif de la dette extérieure sur la croissance économique et la non linéarité entre la dette et la croissance tout comme dans les résultats de base.

Toutefois, le seuil au-delà duquel la dette extérieure devient nuisible à la croissance économique est passé de 66% à 80% du PIB. En dépit de quelques différences légères observées au niveau de significativités des coefficients associés aux variables, ces résultats sont conformes aux résultats de base obtenus à l'aide de la méthode GMM en système.

Conclusion et implications économiques

Ce papier analyse l'impact des créances publiques sur la relation entre dette extérieure et performance économique en Afrique subsaharienne (2000–2020). Elle confirme une relation

non linéaire : la dette améliore la performance jusqu'à un seuil de 66 % du PIB, au-delà duquel ses effets deviennent négatifs, conformément à la théorie du surendettement. Les créances publiques, notamment multilatérales et concessionnelles, renforcent positivement cette relation. Dans un contexte d'augmentation mondiale de la dette, aggravée par les crises de 2008 et du Covid-19, les économies africaines restent fragilisées (Badirou & Bauer, 2021 ; Cohen & *al.* 2021).

L'étude recommande de privilégier les prêts concessionnels, d'améliorer la gouvernance, d'évaluer rigoureusement l'usage des emprunts et de réduire l'endettement en période favorable. Elle insiste aussi sur l'importance d'investir la dette dans des projets productifs, d'éviter l'endettement pour des dépenses non productives et de diversifier les exportations afin de renforcer la croissance et la résilience économique. Revisiter les modalités d'octroi des prêts de G7 et des prêts non concessionnels qui, selon cette étude constituent un frein à la performance économique.

Références bibliographiques

- Afonso A. & J. Jalles (2013). Growth and productivity: The role of government debt. *International Review of Economics and Finance*, 25(2013), 384-407.
- Agyapong D. (2020). External debt stock, foreign direct investment and financial development Evidence from African economies. *Journal of Asian Business and Economic Studies*, 27(1), 81-98.
- Ajayi Boboye L. & Oke Ojo M. (2012). Effect of External Debt on Economic Growth and Development of Nigeria. *International Journal of Business and Social Science*, 3(12), 297-304.
- Akos D. & Istvan D. (2019). Public debt and economic growth: what do neoclassical growth models teach us ? *Applied Economics*, 51(5), 1-18.
- Appiah N. & McMahon W. (2002). The social outcomes of education and feedbacks on growth in Africa. *Journal of Development Studies*, 38(4), 27-68.
- Avom D., Nembot L. Ndeffo & Njamen Arsène A. (2020). The effect of external debt on domestic investment in sub-Saharan African sub-regions. *The Economic Research Guardian*, 10(2), 69-82.
- Badirou G. Schwan & Bauer Arthur (2021). L'action du Club de Paris et du G20 en matière de traitement de dette à l'heure de la Covid-19. *Revue d'économie financière*, 1(140), 255-270.
- Barro R. J. (1974). Are Government Bonds Net Wealth ? *Journal of Political Economy*, 82(6), 1095-1117.
- Barro R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), 103-125.
- Barro R. J. (2000). Inequality and Growth in a Panel of Countries. *Journal of Economic Growth*, 5(1), 5-32.
- Becker G. (1964). Human Capital, a Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education. NBER Columbia University Press.
- Blanchard Olivier (2019). Coût budgétaire et social de la dette publique en période de faibles taux d'intérêt. *Commentaire*, 3(167), 490-494.
- Blundell R. & S. Bond (1998). Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115-143.
- Borensztein J., De Gregorio & J. W. Lee (1998). How Does Foreign Direct Investment Affect Growth ? *Journal of International Economics*, 45(1), 115-172.
- Bourguignon A. (2000). Performance et contrôle de gestion. *Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et Audit*, Ed Economica pp 931-941.

- Bulow Jeremy & Rogoff Kenneth (1990). Cleaning Up Third-World Debt Without Getting Taken To the Cleaners. *Journal of Economic Perspectives*, 4(1), 31-42.
- Cappelletti L. & Baker R.C. (2010). Measuring and developing human capital through a pragmatic action research: a French case study. *Action Research*, 8(2), 211-232.
- Checherita Cristina & Rother Philipp (2010). The impact of high and growing government debt on economic growth : an empirical investigation for the euro area. Working Paper Series, N°1237, European Central Bank.
- Cochrane John H. (2020), « Coronavirus monetary policy », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), pp. 105-109.
- Cohen D. (1995). Large external debt and (slow) domestic growth: A theoretical analysis. *Journal of Economics Dynamis and Control*, 19(5), 1141-1163.
- Cohen D., Valadier C. & Vidon E. (2021). Introduction. *Revue d'économie financière*, 1(140), 13-19.
- Collier Paul & Gunning J. Willem (1997). Explaining African Economic Performance. *Journal of Economic Literature*, 37(1), 64-111.
- Dahmani M. (2021). Impact de la diversification des exportations sur la croissance économique : cas de la Tunisie. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 33(3), 502-514.
- Dessus S. (2000). Capital humain et croissance : Le rôle retrouvé du système éducatif. *Economie Publique*, 2(6), 95-115.
- Doumbia Soumaila (2011). Surliquidité bancaire et sous-financement de l'économie : Une analyse du paradoxe de l'UEMOA. *Revue du Tiers Monde*, 1(205), 151-170.
- Egert B. (2015). Public debt, economic growth and non linear effects : Myth or reality ? *Journal of Macroeconomics*, 43(2015), 226-238.
- FMI (2001). Directives pour la gestion de la dette publique. Publication conjointe du FMI et de la Banque Mondiale.
- Galindo Arturo J. & Panizza Ugo (2018). Le caractère cyclique des emprunts du secteur public international dans les pays en développement : le prêteur est-il important ? *World Development*, 112(2018), 119-135.
- Gannon C. & Liu Z. (1997). Poverty and Transport. World Bank, Washington DC, Discussion Paper.
- Greiner A. (2011). Economic growth, public debt and welfare: Comparing three budgetary rules. *German Economic Review*, 12(2), 205-222.

- Hesse H. (2008). Export diversification and economic growth. Commission on Growth and Development, Working Paper N°21.
- Jacket P., Pisani-Ferry J. & Strauss-Khan D. (2001). Comment gouverner la mondialisation ? Problèmes Economiques, 18/07/2001, N°2722, 23-29.
- Johansson P. (2010). Debt relief, Investment and Growth. World Development, 38(9), 1204-1216.
- Kumar M. & Woo J. (2010). Public Debt and Growth. IMF Working Paper 10/174, July, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Lefilleur J. (2008). Comment améliorer l'accès au financement pour les PME d'Afrique subsaharienne ? Afrique contemporaine, 3(227), 153-174.
- Leila Ben Ltaief (2014). Dette publique et croissance économique : investigation empirique pour la zone euro, l'union européenne et les pays avancés. Actualité économique, 90(2), 79-103.
- Lerner A. (1948). The burden of the national debt. In L. A. Metzler et al. Editions, Income, employment and public policy, Essays in honor of Alvin H. Hanson, Norton, New-York, 255-261.
- Lucas E. Robert (1988). On the mechanisms of economic development. Journal of Monetary Economics, 22(1988), 3-42.
- Mankiw (2003). Macroéconomie. 3^{ième} édition De Boeck, 106p.
- Mattret Jean-Bernard (2019). La dette publique : un non-sujet ? Lavoisier, Gestion et Finances Publiques, 2(2), 20-27.
- Mulliez, A., Le Goff, M., Monat, E., Joguet, V., Jonveaux, B., Salome, M.,... & Bellefontaine, S., (2023). « Économie internationale: nouvelle donne sur fond de déjà-vu ». MacroDev, 1-37.
- Nersisyan Yeva S. & Wray L. Randall (2011). Un excès de dette publique handicape-t-il réellement la croissance ? Revue de l'OFCE, 116(2011), 173-190.
- O'Brien D. P. (2004). The Classical Economists Revisited. Princeton University Press, Princeton, New Jersey.
- OCDE (2009). Volumes, canaux d'acheminement et répartition de l'aide publique au développement. Revue de l'OCDE sur le développement, 4(10), 104-113.
- Oshikoya & Ojo O. (1995). Determinants of Long-Term Growth: Some African Results. Journal of African economies, Food Policy, 33, 165-175.
- Otaki M. (2015). Public debt as a burden on the future generation: A Keynesian approach. Theoretical Economics Letters, 5(5), 651-658.

- Patillo C., L. Ricci & H. Poirson (2002). External Debt and Growth. *Review of Economics and Institutions*, 2(3), 1-49.
- Pollin J. P. (2011). Le dérapage des dettes publiques en question : un essai d'inventaire. *Revue économique*, 61(6), 981-1000.
- Reinhart C. M. & Rogoff K. (2010). From Financial Crash to Debt Crisis. *American Economic Review*, 101(5), 1676-1706.
- Ricardo D. (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Réédition, Flammarion 1977.
- Romer Paul (1986). Increasing returns and Long-Run Growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-37.
- Romer Paul (1993). Idea gaps and object Gaps in Economic Development. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 543-573.
- Roodman D. (2009). How to do xtabond2 : an introduction to difference and system GMM in Stata. *The Stata Journal*, 9(1), 86-136.
- Sachs Jeffrey D. (1989). The Debt Overhang of Developing Countries. In *Debt Stabilization and Development*, ed. Guillermo A. Calvo, Ronald Findlay, Pentti Kouri and Jorge Braga de Macedo. Oxford : Basil Blackwell.
- Say Jean-Baptiste (1799). *Olbie ou Essai sur les moyens de réformer les mœurs d'une nation*. Deterville, édition Paris.
- Schultz T. W. (1961). Investment in human capital. *The American Economic Review*, 1(1), 1-17.
- Smith Adam (1759). *The Wealth of Nations*. Oxford University Press.
- Solow M. Robert (1956). A Contribution to the Theory of Economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- Stiglitz J.E. (2004). *La Grande Désillusion*. Collection Fayard, Paris, 234p.
- Temouk K. (1999) ; « les déterminants de la croissance à long terme dans les pays L'UEMOA
- Trainar P. (2019). De la dette publique comme souci politique raisonnable. *Commentaire*, 3(167), 485-489.
- WDI (2018) ; « World Development Indicators Data », www.worldbank.org/data.